À Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents des Sociétés Savantes

À Paris,
Le 09 novembre 2026

Objet : Mise en péril du GIS Institut des Amériques – Baisse de la dotation 2026 et menaces de suppression à partir de 2027

Cher·es collègues,

Nous vous écrivons aujourd'hui pour attirer votre attention sur la situation difficile dans laquelle l'Institut des Amériques se trouve. Vous connaissez bien l'Institut dont les doctorant·es, les enseignant·es-chercheur·es sont aussi les vôtres, dont la recherche américaniste abonde celle que vous participez à organiser et diffuser nationalement et internationalement.

Depuis vingt ans, l'Institut des Amériques occupe une place particulière dans le paysage de la recherche publique française et notamment dans le domaine des Arts, Lettres, Langues et des Sciences Humaines et Sociales pour lequel il a été l'aiguillon et le vecteur de la modernisation. C'est aujourd'hui un Groupement d'Intérêt Scientifique qui réunit 61 établissements-membres, 250 laboratoires et plus de 1 000 chercheur·es réparti·es en 5 pôles régionaux sur le territoire français et en 12 pôles internationaux en Amérique du Nord, en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Au prisme de l'inter/transdisciplinarité, de la transméricanité ou de l'approche aréale, cet outil reconnu de structuration et d'internationalisation de la recherche américaniste française fait de l'objet « Amériques » un laboratoire d'observation scientifique, politique et diplomatique dont la portée est mondiale. L'IdA est né avec le troisième millénaire et le plan U3M qui portait l'ambition conjuguée de l'État et des collectivités territoriales de moderniser l'Université et la recherche publique. « Autonomie » en était le maître-mot, sans que, déjà, la question des moyens ne fût jamais posée avant celle de la fin. Progressivement, l'État s'est désengagé : la réduction des emplois, le sous-financement chronique jusqu'à récemment la baisse de la Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) l'attestent. Parallèlement, et alors que le financement de la recherche et du développement est depuis longtemps bien en deçà de l'objectif européen de 3%, le soutien au secteur privé se renforce au détriment d'un secteur public censé accroître ses ressources propres. Dans cet écosystème sinistré, c'est aussi l'accompagnement, l'enseignement et l'encadrement des étudiant·es qui se dégradent et les personnels, de plus en plus, travaillent dans des environnements toxiques où le management par la brutalité prévaut.

C'est avec cet arrière-plan crépusculaire – celui d'un État qui n'en peut mais et qui, ainsi que l'augurait vingt ans plus tôt la loi LRU, désinvestit les Universités tout autant que les services publics ou les collectivités territoriales – qu'il faut considérer la mort annoncée de l'Institut des Amériques. Soudain et brutalement, le modèle d'autonomie scientifique et financière régulée sur lequel il est bâti est en effet mis à mal tandis qu'une gestion à l'économie et une productivité dégradée lui sont imposées. Notifiée à la fin de l'été 2026 par la Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation (DGRI) du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Espace, la baisse de sa dotation de 40% et la menace selon laquelle le ministère « ne prévoit pas de prolonger sa contribution financière au fonctionnement du GIS en

2027 et au-delà » contraignent l'Institut des Amériques à se séparer de cinq collaboratrices nécessaires à son fonctionnement, à redéfinir la voilure de ses activités et à envisager d'y mettre fin. Et ce d'autant plus que le maintien des financements des contrats doctoraux ainsi que celui de la subvention du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères ne sont à cette heure pas garantis. Ni une gestion rigoureuse ni des résultats probants dans le soutien et la diffusion de la culture scientifique américaniste – si précieuse au moment où les Amériques connaissent des bouleversements politiques et sociaux d'une portée mondiale – n'y ont rien changé. Peut-être aurait-ce été le cas si, en lieu et place du technocratisme qui administre la science, il y avait eu seulement discussion, conciliation.

L'immense gâchis scientifique et humain qui se profile n'inspire pas moins le désarroi, la honte et la colère que la sidérante image d'étudiant·es en file indienne devant les banques alimentaires. Rapprocher les deux images peut paraître incongru mais comment ne pas acter qu'elles diffractent la même réalité, la même expérience commune de ce que l'Enseignement Supérieur et la Recherche, dans le millénaire, sont devenus ? Est-ce pour cela que nous travaillons, avons appris et transmis ? Est-ce là tout ce qu'il reste de notre engagement ?

La force dont l'Institut des Amériques peut encore se prévaloir, outre la mémoire du service fait pour les communautés universitaire et scientifique françaises et internationales, tient à son réseau de 61 établissements-membres. Il ne représente pour chacun d'entre eux qu'une infime partie de ses activités et un enjeu partiel. Mais la menace qui pèse sur l'Institut pèse sur nous tous, nous tous dans la tenaille de la paupérisation structurelle et de l'illibéralisme académique. Le 5 février prochain, il réunira son Comité Directeur qui habituellement préside à son avenir et présidera en 2027 à sa survie. Venez-y. Faites-vous représenter. Pour nous aider, vous aider.

Françoise MOULIN CIVIL
Professeure émérite de Littérature et Culture de l'Amérique latine
UMR 9022 Héritages, CY Cergy Paris Université
Présidente de l'Institut des Amériques

&

Jean-Paul ROCCHI
Professeur des Universités en Littératures et Cultures Américaines
LISAA, Université Gustave Eiffel
Secrétaire Général de l'Institut des Amériques





Institut des Amériques

https://www.institutdesamériques.fr